

Le communisme est-il mort ?

Enfin, qu'est-ce que le communisme ?

Le XX^e siècle a identifié le communisme et le système des partis politiques qui se sont eux-mêmes désignés par ce nom. Or le communisme devrait être compris dans un sens plus large, qui ne se limite pas à la période ouverte en 1917, ni même à celle entamée par le *Manifeste du Parti communiste*, en 1848.

Le communisme est d'abord une référence collective, dans des sociétés structurées par la distribution inégale des biens : le clivage fondamental entre possédants et non-possédants nourrit le désir d'une justice rendue possible par le partage. Le communisme n'a pas eu d'emblée une forme stable et distincte. Diffus, il s'est incarné au départ dans un événement érigé en mythe (Spartacus), dans des mouvements éphémères de révolte, rurale (jacqueries) ou urbaine (la révolte des Ciompi, artisans de Florence).

Au XIX^e siècle, il a pris explicitement et durablement une dimension politique. Pour que cette mutation advienne, il a fallu bien sûr que naisse la politique moderne. Cette naissance s'est faite autour de l'idée, portée par les révolutions (Angleterre, colonies anglaises d'Amérique, France), selon laquelle la souveraineté – c'est-à-dire le pouvoir suprême – ne devrait appartenir ni à un homme ni à un clan, mais au peuple tout entier. Il a fallu surtout que le capitalisme marchand rencontre l'industrie. Alors a surgi l'intuition que le prolétaire ouvrier, quintessence de l'exploitation du travail (dans la Rome antique, le *proletarius* est le citoyen pauvre, celui qui ne compte

dans l'État que par ses enfants et non par ses biens), possédait une force collective suffisante pour balayer le vieux monde et ouvrir le règne de l'égalité.

Ce communisme-là, d'essence révolutionnaire, a emprunté lui aussi des formes diverses : plus ou moins frustes (le communisme de l'artisan allemand Weitling, créateur de la Ligue des Justes que fréquentait le jeune Marx), plus ou moins poétiques ou rêveuses (l'utopie de Cabet), plus ou moins savantes (Proudhon).

Mais, sans jamais effacer toutes les autres, une piste est devenue dominante : celle initiée par Marx, ouvertement référée au « parti communiste ». Et si elle n'a pas conduit d'emblée à des partis politiques – ils n'existaient pas –, elle a été la source des premières ébauches d'organisation politique, à la fois nationales et internationales (les deux premières Internationales, en 1864 et 1889).

Enfin, au XX^e siècle, au moment où émerge le système moderne des partis politiques, alors que le suffrage universel et la poussée des villes ouvrent la porte à une politisation de masse, le communisme s'identifie à une forme particulière d'organisation partisane. Au XIX^e siècle, il hésite entre l'association, le syndicat et la fraction politique ; au XX^e siècle, il devient un parti politique « spécialisé ».

Ce lent mouvement a une dimension européenne, mais c'est en Russie qu'il prend son allure la plus cohérente (le bolchevisme de Lénine, 1902) et qu'il reçoit son baptême du feu victorieux (la révolution russe d'octobre 1917). La forme expérimentale du début du siècle devient un modèle – plus ou moins fidèlement copié, comme tous les modèles.

Le mouvement communiste est né : il a son centre et ses

périphéries, ses exécutants et ses chefs, ses orthodoxes et ses hérétiques. Désormais, dans le sens commun, est « communiste » celui qui appartient à un « parti communiste ».

Communisme et stalinisme

C'est au XX^e siècle que se généralise l'usage du singulier : « le » communisme. Pour les communistes, il représente la force d'une armée irrésistible. Leurs adversaires se sont attachés à les prendre au mot, identifiant le communisme à la forme soviétique qui l'a longtemps dominé. De Raymond Aron à François Furet, on a expliqué que la vérité du communisme était sa forme stalinienne, présentée comme la réalisation parfaite, poussée jusqu'à ses ultimes conséquences, d'un antilibéralisme originel.

Ce système de pensée n'échappe pas à une vision manichéenne de l'histoire : d'un côté la pensée libérale, pour laquelle vont de pair la passion démocratique et la libre concurrence des marchés ; d'un autre côté la pensée « a-libérale » (Furet), qui lie étroitement la passion égalitaire et la tutelle inflexible de l'État. De Marx à Staline, ou de Rousseau à Staline, voire de Platon à Staline...

Mettant l'accent sur une dimension unique (la contrainte collective maximale), cette vision des choses occulte toutes les autres. Sous prétexte que la gestion soviétique a dominé largement les pratiques et les images communistes du XX^e siècle, elle oublie que le communisme politique a été aussi un vecteur de combats politiques et éthiques, pour la dignité ouvrière, la réduction des inégalités, l'humanisation du tissu

urbain, les valeurs démocratiques niées par le fascisme ou par la colonisation.

La conception libérale de l'histoire du communisme y voit un processus linéaire, dans lequel l'activité concrète n'est rien d'autre que la réalisation de l'idée. Or on a vu qu'il en était tout autrement : le communisme n'est pas la longue réalisation d'une idée, mais un processus historique complexe, juxtaposant pratiques et idées, actions concrètes et symboles.

L'histoire du communisme a été faite de tâtonnements et de bifurcations, partiellement déterminés par les contraintes d'une époque et façonnés par le choix des hommes qui le font vivre.

Dans ce long mouvement, des seuils se repèrent : la montée de l'humanisme raisonneur au XVI^e siècle ouvre sur l'utopie ; la grande vague révolutionnaire de 1789-1848 lance le communisme politique, de Babeuf à Marx, en passant par Blanqui ; l'expansion mondiale du capitalisme, après 1860, lance la première vague d'organisation internationale ; le triomphe du suffrage universel installe les grands partis socialistes ; la rupture de la Première Guerre mondiale légitime le modèle bolchevique et voit naître le mouvement communiste du XX^e siècle ; le reflux révolutionnaire des années 1920 permet l'essor du stalinisme.

Souvent, les choix se cristallisent autour d'un homme et/ou d'un groupe : Marx contre Proudhon puis contre Bakounine ; Kautsky contre Bernstein ; Lénine contre Kautsky ; Staline contre Trotski.

Quand Staline parvient sur le devant de la scène, puis quand il impose le « Grand Tournant » de la fin des années vingt, d'autres options étaient envisageables. Celles de « l'Opposition

La fatalité, en histoire, n'existe pas. Des choix collectifs ponctuent celle du communisme. La conjoncture, bien sûr, pèse toujours sur leur formulation, mais à chaque fois des femmes et des hommes, dirigeants et militants, tranchent entre des options possibles.

de gauche » animée par Trotski et, plus encore, celle de Nicolas Boukharine qui redoutait que la collectivisation agricole et l'industrialisation à marche forcée ne débouchent inéluctablement sur le despotisme.

Le moment stalinien a été, pendant quelques décennies, une forme dominante du communisme du XX^e siècle. Mais ce n'est pas parce qu'il l'a emporté au final qu'il était pour autant une évolution nécessaire du bolchevisme dont il se prétendait le seul héritier. Les communistes s'opposant à Staline n'étaient certainement pas moins communistes que celui qu'ils combattaient.

Le poids des circonstances, la déstabilisation d'un parti bouleversé par une décennie de violentes tensions et la faiblesse des rivaux de Staline ont compté, dans son succès, au même titre que la brutalité et le cynisme de l'action du Géorgien.

De même, le crime de masse planifié n'a pas été une conséquence prévisible d'un communisme qui serait par essence criminogène, mais le fruit d'une époque tragique et d'une mécanique dont Lénine a perçu les risques, mais que son affaiblissement physique ne lui a pas permis d'enrayer.

Quant à ses successeurs, englués dans les tourments de l'édification d'une société nouvelle, beaucoup n'ont eu ni la lucidité d'anticiper les dangers, ni la force intellectuelle et morale de se dresser à temps contre le dictateur en gestation. Le soviétisme est né de la guerre et de ses dérèglements, tout autant que de la volonté consciente de ses promoteurs. Il a donné au communisme politique une forme inédite : elle fut longtemps une force d'impulsion et s'accompagna de perversions terribles de l'idée ; avec le temps, elle ne sut pas se transformer elle-même pour rester conforme à une éthique fondatrice de liberté.

Le Livre noir du communisme

En 1997 paraît *Le Livre noir du communisme*. Cet ouvrage, dirigé par l'historien Stéphane Courtois, entend dresser un bilan des « régimes se réclamant du marxisme-léninisme ». Dans son introduction, Courtois rapproche explicitement le génocide nazi et la répression stalinienne, insistant sur l'ampleur des « crimes du communisme » qu'il estime à environ cent millions de morts.

Le livre, abondamment diffusé et commenté, a provoqué de vives polémiques, parmi ses auteurs mêmes (dont certains se sont désolidarisés de l'introduction de Courtois) et dans le monde des historiens. Ont été notamment contestés la méthode de totalisation (qui additionne les victimes de la répression directe, celles des famines et celles des guerres) et, plus encore, l'amalgame du stalinisme et du nazisme. Au jeu des chiffres terribles, ne risque-t-on pas, au final, de banaliser le génocide nazi ?

Au fond, le problème principal de cet ouvrage réside peut-être dans l'extrême abstraction de son titre. L'usage volontaire du singulier induit la conviction que le communisme en lui-même est « criminogène », au même titre que l'idéologie raciste du nazisme. Bien entendu, on ne peut se contenter de dénier a posteriori leur caractère « communiste » aux États qui ont pratiqué le crime de masse, de la Russie de Staline au Cambodge de Pol Pot : les crimes ont été organisés par des États se réclamant du communisme et par des acteurs qui ont revendiqué hautement leur qualité de communistes. Mais il n'est guère pertinent d'englober dans le même singulier l'URSS de Staline et celle de Khrouchtchev, la Hongrie de Kadar et l'Éthiopie de Mengistu, la Chine de la révolution culturelle et celle de Deng Xiaoping, sans compter la multitude des communismes nationaux qui, à l'écart du pouvoir et de ses vertiges, ont exprimé à leur manière le besoin d'engagement révolutionnaire et la passion de l'émancipation.

Quelques années après, en 2000, un autre ouvrage collectif, *Le Siècle des communismes* (Éditions de l'Atelier) oppose au simplisme de l'introduction du *Livre noir* une analyse non moins cruellement critique, mais plus attentive à la complexité des pluriels. Les communismes, expliquent-ils, ont suffisamment de commun pour que l'on ne puisse les séparer, mais assez de diversité chronologique et géographique pour que nul ne puisse se permettre de l'ignorer.

Cela n'empêchera pas l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe d'adopter, en janvier 2006, une résolution sur « la nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires », dans laquelle est redite la conviction que « les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat ». Peut-être furent-ils ainsi légitimés, mais c'est au nom des mêmes principes que d'autres communistes se dressèrent contre la dérive irrépressible vers le despotisme. C'est à l'intérieur du même « système » que sont apparus, tout à la fois, la mécanique stalinienne de la dictature sanglante et l'appel à la déstalinisation par en haut. Pourquoi, dès lors, considérer peu ou prou que l'essence même du communisme est criminogène ?

La révolution, oui mais laquelle ?

Le communisme est toujours traversé par le même dilemme, formulé dans des termes différents. Comment rompre avec les systèmes de domination qui dépossèdent le plus grand nombre au profit d'élites de la fortune, du pouvoir et du savoir ? Comment passer à une société d'égalité, quand la classe des dominants est prête à tout pour conserver ses prérogatives ? Voie graduelle ou voie révolutionnaire ?

Historiquement, le communisme politique s'est inscrit dans le second terme : pas de justice durable sans rupture avec le règne du capital. Mais comment y parvenir ? Sur la longue durée, les communistes ont oscillé entre deux attitudes. Devant les blocages violents des sociétés bourgeoises (les grandes répressions ouvrières), la tentation est grande de privilégier le choc frontal et de s'y préparer. Les uns préfèrent la méthode conspirative, néo-babouviste ou anarchiste (Blanqui, Bakounine), d'autres préfèrent combiner la préparation de la lutte armée et l'activité politique ouverte (Marx, Lénine) : tous sont convaincus qu'il faudra bien en passer par une phase de violence extrême, nécessitant une phase « dictatoriale », sur le modèle de la Terreur révolutionnaire de 1793-1794. Au contraire, les échecs de la voie insurrectionnelle (l'écrasement de la Commune, par exemple) et les impasses du terrorisme individuel (les anarchistes d'Europe de l'Ouest, les « populistes » russes) conduisent à valoriser les méthodes légales de la propagande et l'utilisation des tribunes parlementaires.

Che Guevara, héros ou modèle ?

L'intellectuel révolté

Ernesto Guevara naît en 1928 en Argentine. Très tôt révolté par l'injustice criante qui mine le continent latino-américain, il quitte l'Argentine pour gagner le Guatemala, puis le Mexique où rencontre deux jeunes révolutionnaires cubains, les frères Castro. Il est subjugué par la personnalité de Fidel, avec lequel il débarque clandestinement à Cuba, en décembre 1956. Pendant plus de deux ans, il mène la guérilla contre les forces du dictateur cubain Fulgencio Batista. Devenu commandant d'une colonne, Guevara – que l'on surnomme le « Che » à cause de sa propension à user d'une formule populaire argentine équivalente à « hé ! » ou « mec ! » – acquiert une réelle compétence militaire.

Ministre en treillis

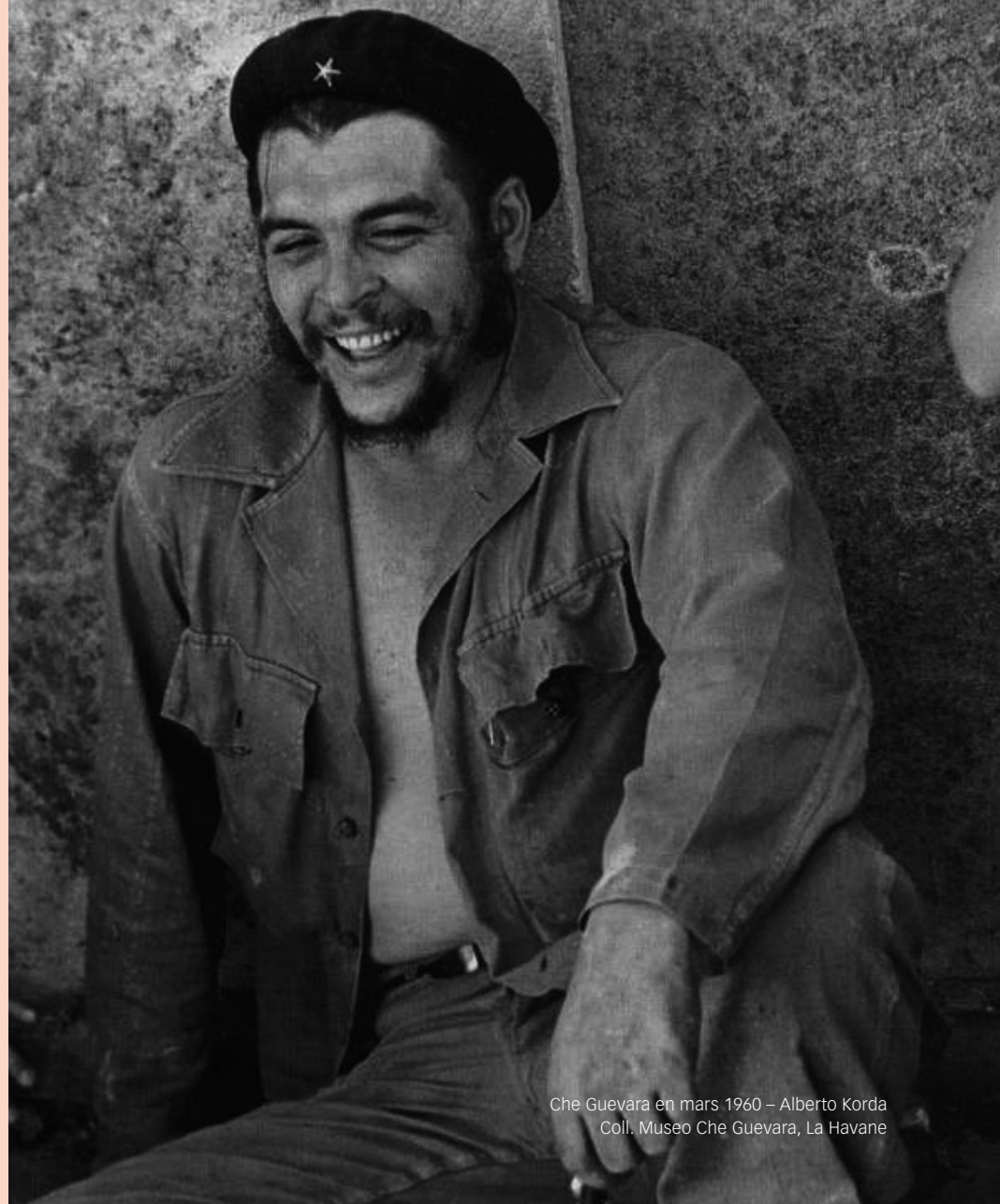
En janvier 1959, la victoire des insurgés le propulse aux responsabilités d'État. Guevara occupe d'abord une fonction de procureur contre les responsables de la répression sous Batista. Il occupe ensuite des postes dirigeants à la tête de l'institut de réforme agraire, de la Banque centrale, puis comme ministre de l'Industrie. Depuis toujours attiré par le volontarisme russe fondateur, il cherche une voie cubaine reposant sur l'engagement complet de l'homme nouveau qui se voue à la révolution, loin des vertus factices de l'intéressement matériel.

Du modèle au mythe

Sa méfiance à l'égard de la bureaucratie lui fait prendre peu à peu ses distances avec le modèle soviétique. Il se forge une conception originale de la révolution, et croit en la vertu de « foyers » révolutionnaires établissant une synergie entre guérilla, paysans et réforme agraire. En 1965, il quitte Cuba pour mettre en application ses théories, au Congo, puis en Bolivie. C'est un échec, et le « Che » sera exécuté sommairement dans un village bolivien, le 8 octobre 1967. L'image christique de son cadavre le fait entrer dans le mythe.

Les nouvelles voies d'alternative au capitalisme en Amérique latine

En Amérique latine, les crises économiques ont ouvert la voie à des dirigeants d'origine syndicale, militante, militaire ou insurgée, qui se revendiquent du castrisme et du boliviarisme. Ces dirigeants, tels Hugo Chavez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie ou encore Rafael Correa en Equateur, mettent en œuvre des politiques de transformation sociale : nationalisation des ressources stratégiques, programmes sociaux, redistribution des terres, accent mis sur le développement de formes non privées de propriété (coopératives, cogestion, conseils communaux), etc.



Che Guevara en mars 1960 – Alberto Korda
Coll. Museo Che Guevara, La Havane

Dans ce cas, les révolutionnaires s'attachent plutôt, par un travail sur les consciences ouvrières, à accumuler des forces dans l'attente, soit de la majorité politique et sociale exprimée par le vote, soit d'une confrontation finale. La conjoncture fait passer d'une tentation à l'autre, dans un vaste mouvement pendulaire.

La première moitié du XIX^e siècle marque l'échec des voies légales, parlementaires ou associatives (la coopérative, la mutuelle). Le devant de la scène est occupé par la voie révolutionnaire immédiate, moins sous la forme conspirative des « sociétés secrètes » (qui ont elles aussi échoué dans les années 1820-1830), que sous la forme plus intégrée et plus politique proposée par les « marxistes ». Dans le dernier tiers de ce XIX^e siècle, en revanche, l'issue sanglante des révolutions ouvrières, la croissance exponentielle des effectifs ouvriers et l'élargissement du suffrage nourrissent l'espoir d'une voie révolutionnaire plus pacifique, où l'enjeu devient la conquête d'une majorité populaire en faveur de la rupture économique et sociale radicale. Par la suite, les déboires de la social-démocratie européenne, au début du XX^e siècle, nourrissent à leur tour une relativisation des voies parlementaires et une revalorisation de la violence révolutionnaire, réponse de gauche à la « brutalisation » inaugurée par la boucherie des tranchées. Plus tard encore, dans les années 1960, l'enlèvement du soviétisme stimule la tentation, minoritaire mais vivace, d'un retour romantique à la lutte armée (guevarisme et maoïsme).

Apogée et crise du bolchevisme

Au XX^e siècle, une sorte d'équilibre durable semble se proposer aux communistes. L'onde de choc de la Première Guerre mondiale nourrit d'abord l'espoir d'une généralisation de l'exemple russe, qui déboucherait sur une « révolution permanente » devenant de fait une « révolution mondiale ».

Au milieu des années 1920, le reflux de la vague révolutionnaire oblige à trouver une sorte de substitut : en attendant la reprise de l'offensive révolutionnaire, on peut utiliser la force de l'URSS, à la fois puissance étatique et modèle dont on peut vanter les traits.

Mais dans tous les cas, offensive résolue ou accumulation des forces, l'essentiel est de bâtir une organisation politique disciplinée, qui apporte la conscience révolutionnaire au monde ouvrier et qui se prépare aux affrontements violents inéluctables. Le modèle bolchevique, dans sa forme « stalinisée », devient la référence majoritaire dans l'espace du communisme politique.

À trois reprises, la rigueur de ce modèle appuyé sur la discipline semble légitimée par la guerre, qu'elle soit « chaude » en 1914 et en 1939, ou « froide » après 1947. Mais s'appuyer sur la guerre ne suffit pas quand il s'agit de conquérir une influence idéologique et morale (une « hégémonie », comme disait le dirigeant et théoricien italien Antonio Gramsci), ou bien quand on doit gérer une société de plus en plus complexe. Dès les années 1950, le système stalinien se disloque et le